

Etudes soumises à l'évaluation du comité de lecture

**« Transitions démocratiques » et violence:
une revue de la littérature**

Par Abdelmalek El Ouazzani

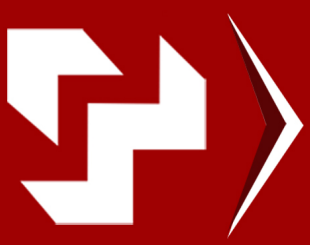
Professeur Faculté de Droit de Marrakech Université Cadi Ayyad

dimanche 5 janvier 2025

Tous droits
réservés



جميع الحقوق
محفوظة



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

1- Théoriser les transitions «démocratiques»¹?

Les deux dernières décennies ont connu une vague sans précédent de transitions qualifiées de démocratiques dans le monde entier.

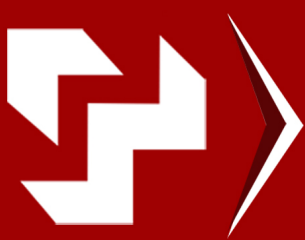
Alors que dans certains pays la démocratisation a été essentiellement pacifique, dans d'autres, la mise en place de la démocratie a été le résultat de conflits sociaux violents, déclenchés par le soulèvement de classes économiquement défavorisées et politiquement marginalisées, des conflits également alimentés, voire engendrés par des tentatives infructueuses de répression qui se sont terminées par de véritables tragédies, comme en attestent les cas de la Syrie et de la Libye. Mais, ce ne sont là que quelques causes parmi tout un panel.

L'un des aspects les plus négligés dans les études sur les violences politiques, c'est celui économique. On oublie souvent que dans de nombreux conflits, les groupes rebelles jouent, dans les régions qu'ils contrôlent, le rôle de véritables agents économiques de premier plan. « Dans certaines régions, ils font tourner les industries, ils contrôlent la production et fournissent les services ; dans d'autres leur principale activité est le pillage »². Et Humphreys ne manque pas de remarquer que ces guerres civiles ont éclaté ou éclatent plutôt dans des pays pauvres ; ce qui a pour résultat de presque diviser la planète en pays riches et paisibles, d'un côté, et en pays pauvres et proie aux conflits et guerres civiles, de l'autre.

Une telle observation, pour avérée qu'elle soit, viendrait confirmer que les conflits autour du pouvoir ont pour objet, non pas le pouvoir en soi mais les rares richesses auxquelles il donne accès et permet de contrôler.

¹ Nous mettons le terme démocratique entre guillemets parce que les transitions n'ont de toute évidence pas été toutes, ni pacifiques, ni démocratiques.

² Cf. Macartan Humphreys, « Aspects économiques des guerres civiles », in Revue du Tiers Monde, XLIV, n° 174, avril-juin 2003, p.269



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

Il y a bien ceux qui considèrent qu'un Etat pourvu de grandes richesses hydrauliques ou minières a plus de chances qu'un Etat qui n'en pas de connaître des conflits infranationaux, établissant ainsi, plutôt, un lien entre existence de ressources et probabilité des conflits. Ainsi, Philippe Hugon avance que « Les relations entre guerres et ressources naturelles ont conduit à une écologie politique de la guerre analysant les guerres de ressources, environnementales, de pillage ou de sécession liées aux ressources naturelles. Un État détenteur de ressources en hydrocarbures a neuf fois plus de risques d'être le théâtre de conflits armés qu'un État non pourvu »³.

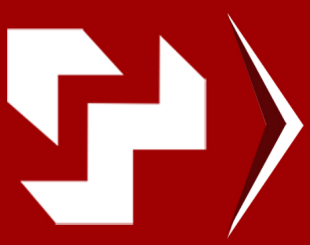
Les ressources naturelles peuvent fournir les moyens de financer les rébellions motivées par d'autres intérêts que les ressources elles-mêmes. Elles peuvent, étant concentrées dans un territoire délimité, favoriser des tentatives sécessionnistes »⁴. Cela peut être accepté s'agissant de régions comme celle des grands lacs, ou encore au sud du Nigéria et, à certains égards, l'Irak, mais force est de constater que des régions comme la Somalie ou le Darfour sont caractérisées par la rareté des ressources que nous évoquions. Et il n'est pas surprenant que l'Afrique, qui n'est pas le continent le plus riche, abrite le tiers des conflits armés infranationaux dans le monde.

A l'intérieur du cadre « accès aux ressources », les raisons qui permettent aux groupes qui sont à l'origine des conflits de mobiliser sont diverses. Les causes⁵ économiques des conflits diffèrent (chômage, terres, diamants, pétrole,..) d'une région à l'autre ; l'on pourrait multiplier les exemples, mais tous confirment le lien conflits/ressources. Ainsi, en Sierra Leone et en Angola, le trafic des diamants a contribué à soutenir les groupes rebelles.

³Phillipe Hugon « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », in Hérodote, n°3, 2009, p.63

⁴ibid

⁵Consulter notamment Collier P., Hoeffler A. « *On Economic Causes of Civil Wars* », *Oxford Economic Papers*, vol. 50, 2000, p. 563-573.



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

Il est à noter, avec PH. Hugon, qu'il y a une diversité de conflits armés où s'affrontent des groupes divers, aux motivations différentes ; «Selon leurs *mobiles* : les guerres de sécession diffèrent des guerres de libération nationale, idéologiques (haines religieuses, ethniques), ou d'accès à des ressources. (...). Les guerres africaines sont ainsi à la fois pré westphaliennes (enchevêtrement de facteurs et d'acteurs, allégeances, milices et mercenaires) et postmodernes (insertion dans une économie mondiale criminelle). Elles sont à la fois infranationales, transfrontalières et internationales (trafics d'armes, rôle des États et diasporas sponsors, débouchés des produits, entrelacs d'intermédiaires au sein des filières avec des ramifications régionales et internationales) »⁶.

Nous ne nous intéresserons, pour notre part, qu'aux conflits ayant pour conséquence une transition politique, d'un Etat à l'autre ; et nous ne disons pas « démocratique » car les expériences du « Printemps Arabe » ont largement montré qu'elles n'aboutissent pas nécessairement à l'instauration d'un système démocratique.

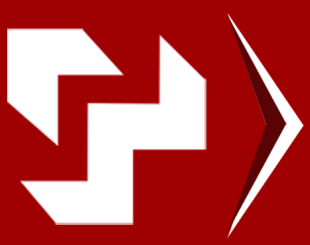
Il y a des études qui ont établi un lien entre l'embargo économique et le développement de la criminalité qui finit par affaiblir le pouvoir d'Etat et rend possible l'apparition de seigneurs de guerre. Il en est ainsi de l'article de Christophe Souliez, pour ne citer que ce dernier⁷.

D'une manière plus générale, des études ont établi un lien entre les crises économiques et le développement de la criminalité. Un panel nous en est fourni par l'excellent article bibliographique fait par Thierry Godefroy et Bernard Laffargue⁸. Le thème n'est donc pas tout à fait nouveau. Mais si l'on considère les moments de transition, dans la majorité des cas, comme des moments de crise économique, en

⁶ Idem, pp.68-69

⁷ Christophe Souliez, « Criminalité et économie : un mariage efficace et durable », La Découverte | *Regards croisés sur l'économie* 2014/1 - n° 14 pages 89 à 102 ; cet article renvoie à une bibliographie intéressante sur le sujet

⁸ Thierry Godefroy et Bernard Laffargue, « Crise économique et criminalité. Criminologie de la misère ou misère de la criminologie ? », In: *Déviance et société*. 1984 - Vol. 8 - N°1. pp. 73-100



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

plus d'être des moments de crise des valeurs centrales de cohésion dominantes, ce genre d'études retrouvent toute leur actualité. Le lien ainsi établi entre crise économique et développement de la criminalité a été très contesté, mais force est de supposer que les conflits armés internes ont eu lieu, depuis le début des décolonisations, principalement, pour ne pas dire exclusivement dans les pays pauvres d'Afrique et d'Asie.

La corrélation devient légitime lorsqu'on se remémore que la majorité des pays ainsi concernés, sont ceux-là même qui ont connu le plus de difficultés à construire des Etats viables, avec des systèmes politiques stables et suffisamment ouverts pour permettre la participation de tous leurs citoyens au choix de dirigeants et, par là, des choix publics.

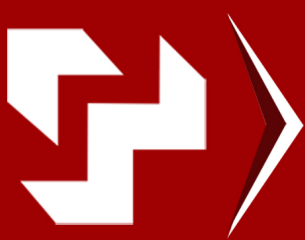
Si l'on considère, en outre, les moments de transition comme non plus comme des moments de « retrait de l'Etat »⁹, mais, bien plus, comme des moments de « mort provisoire » de l'Etat puisque, bien souvent, ce sont des moments d'effondrement, au sens que nous verrons avec William I. Zartman¹⁰.

Les entreprises criminelles qui engendrent, entre autres, les chefs de guerre trouvent un terrain favorable dans les moments de troubles politiques où il leur est possible de s'ouvrir un accès aux richesses de l'Etat.

Les études économiques, principalement économétriques, évoquées par Macartan Humphreys mettent en lumière quatre sources de financement des groupes rebelles :

⁹L'expression vient du livre de Susan Strange, *The Retreat of The State. The Diffusion of Power in World Economy*, Cambridge University Press, 1996 ; cf. Jean Louis Brique et Gilles Favarel Garrigues, *Milieus criminels et pouvoir politique, Les ressorts illicites de l'Etat*, Paris, Karthala, 2008, p.6

¹⁰ CF. infra.p.11 et 12



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

- a. le contrôle des richesses naturelles (drogues, pétrole, bois diamants..) des régions qu'ils dominent¹¹,
- b. les ressources venant de la diaspora ou de la portion qui les soutient¹² ;
- c. l'appui que des parties tierces leur apportent ; bien souvent, ces parties tierces sont des Etats qui ont, chacun ses arguments et ses raisons que la raison ignore¹³.
- d. les ressources prélevées, volontairement ou pas, sur les populations locales restées sous la coupe desdits groupes rebelles¹⁴.

Ce genre d'études a le mérite de mettre en exergue les aspects économiques des conflits armés internes, des aspects dont l'humain n'est que la partie apparente ; l'impact sur la nature, l'économie globale du pays concerné, ses perspectives futures en matière de stabilité, politique et économique, en matière de développement, en matière environnementale... Ces aspects ont été l'objet de centaines de recherches que les politologues devraient visiter et utiliser.¹⁵

Autant, les causes des conflits violents sont diverses, autant les formes de transition sont variées et de natures différentes.

2- Différentes voies de démocratisation

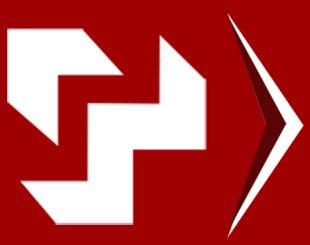
¹¹ C'est le cas de DAESH qui contrôle le pétrole en Irak et en Syrie.

¹² Des études économétriques ont établi un lien entre la taille de cette diaspora et le soutien supposé de celle-ci aux groupes rebelles. Mais ces études n'ont pas été prouvées empiriquement. Toutefois, elles ont appuyé l'idée que les pays riches devraient prendre en compte cet aspect et limiter leur propension à accueillir les migrants. Les événements récents de Syrie donnent de l'actualité à ce genre d'études.

¹³ Il en est ainsi de la France et de la France, par exemple, dans le conflit syrien. Aucune raison logique n'explique pourquoi ces Etats aident et soutiennent bien des franges de l'opposition syrienne, parmi les quelles il y a des groupes islamistes avérés, et au détriment d'un pouvoir laïc, avec lequel ils ont longtemps entretenu des relations cordiales. Pour mémoire, le 9 décembre 2010, Bachar El Assad était reçu à l'Elysée, invité du Président Sarkozy.

¹⁴ Humpheys, op.cit., pp.282-284

¹⁵ Nous ne pourrions les faire dans le cadre restreint de cet article, mais il est possible de renvoyer à certaines desdites études. Voir le site suivant qui fournit une assez riche bibliographie sur le sujet : http://www2.unicef.org/socialpolicy/files/Economics_and_Violent_Conflict.pdf



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

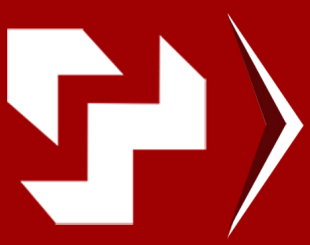
Les nombreuses études consacrées à ce phénomène sont nombreuses, et toutes attestent que la démocratisation a suivi des voies différentes, selon le type de régime contesté, la culture politique du pays, sa configuration historique, ainsi que la structure sociologique de ses populations.

Guy Martin distingue différentes formes de transitions qui ne sont pas toutes démocratiques. Il y a celles qui se sont faites par le biais de conférences nationales qui consistent à remettre les compteurs à zéro, et à redessiner la configuration constitutionnelle et politique du futur régime par un consensus général, accepté par tous. Il y a celles où le changement se fait par la voie d'élections multipartites. Il y a les transitions «cooptées» qui marquent les systèmes politiques non-compétitifs. Il y a les transitions «guidées», généralement par des militaires qui, après s'être emparés du pouvoir, choisissent de le remettre aux civils mais tout en contrôlant le processus de transition. Il y a aussi les transitions qui déclenchent des réactions autoritaires et aboutissent à une revivification de l'autorité des gouvernants et finissent par provoquer de conflits sub-nationaux¹⁶.

Samuel Huntingto¹⁷ suppose qu'une transition pacifique et consensuelle favorise la consolidation démocratique. Il soutient également qu'une transition violente aboutit à créer chez les populations une profonde aversion (diffuse -deep) envers la violence,

¹⁶ Cf. **Guy Martin**, Preface: *Democratic Transition in Africa*, A Journal of Opinion, Vol. 21, No. 1/2 (1993), pp. 6-7

¹⁷ Mais il ya un très grand nombre d'études consacrées au même thème. Parmicelles consacrées aux différents modes de démocratisation, on peut notamment citer O'Donnell, G., and P. Schmitter (1986): *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Johns Hopkins University Press, Baltimore ; Remmer, K. (1999): *Democracy and Economic Crisis: The Latin American Experience*," in World Politics, 11(42) ; Huntington, S. P. (1993): *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, Oklahoma ; Sorensen, G. (1993): *Democracy and Democratization*. Boulder: Westview Press ;Doh, C. S. (1994): Review: *On the Third Wave of Democratization: A Synthesis and Evaluation of Recent Theory and Research*," in World Politics, 47(1), 135-170 ; Munck, G., and J. Verkuilen (2002): *Conceptualizing and measuring democracy: evaluating alternative indices*," in Comparative Political Studies, 35(1), 5{34 ; Lynn Carl, T. (1990): Dilemmas of Democratization in Latin America,"in Comparative Politics, 23(1), 1-21.



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

et, par là, un engagement profond (diffuse- deep) en faveur des valeurs et institutions démocratiques¹⁸.

Ceci renvoie à d'autres études, aussi bien théoriques qu'empiriques, qui essaient de dresser des typologies des transitions, de celles qui ont abouti à des démocraties plus ou moins consolidées à celles, plus fragiles, qui ont mené ou peuvent mener à des démocraties aux équilibres fragiles et, donc, menacées d'effondrement.

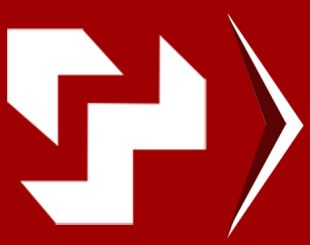
Il en est ainsi de Juan J. Linz et Alfred Stepan¹⁹ qui, estimant que la tâche de construction d'une théorie de la démocratisation- comme processus - et non pas de la démocratie, reste inaccomplie, et que celle-ci doit être une partie intégrante d'une « grande théorie de la démocratie ».

Leur théorie se base sur quatre éléments : Le premier est une définition restrictive de ce qu'ils appellent « une transition démocratique complète » (accord sur les procédures d'élections des gouvernants ; des gouvernements qui résultent d'un vote libre des citoyens et qui ont toute autorité pour générer de nouvelles politiques ; des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire qui n'ont pas à partager leur pouvoir avec d'autres corps *de jure*).

Le deuxième élément est l'élaboration de prérequis pour une démocratie consolidée, dont l'existence d'un Etat souverain, fonctionnant en interaction avec cinq domaines (arenas), une société civile libre, une société politique autonome, le règne de la loi, une société économique institutionnalisée et une bureaucratie d'Etat.

¹⁸«On the one hand, it can be argued that a peaceful, consensual transition favors democratic consolidation. On the other hand, it could also be argued that a violent transition is likely to develop among most population groups a deep aversion to bloodshed and hence to generate a deeper commitment to democratic institutions and values », Huntington, op. cit, p.276

¹⁹*Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, MD, and London: The Johns Hopkins University Press, 1996, pp. xx+479



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

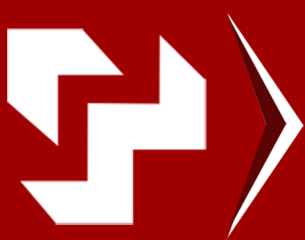
Le troisième élément réside dans la construction d'idéaltypes de régimes modernes non démocratiques : autoritaire, totalitaire, post-totalitaire et «sultanique» en fonction de quatre variables: pluralisme, idéologie, leadership et mobilisation.

Le quatrième, enfin, complète ce cadre théorique avec cinq autres variables: deux variables centrées sur les acteurs :la composition institutionnelle et le leadership des régimes non démocratiques précédents, et la question de savoir qui sont les principaux acteurs de la transition; puis trois variables «contextuelles»: les influences internationales, « l'économie politique de la légitimité et de la coercition » et l'environnement de la construction constitutionnelle (constitution making).

3- Transition et violence : un lien quasi ombilical ?

Différentes théories ont été avancées sur les éléments déclenchant la violence au cours des périodes de transition dites « démocratiques » ; le terme est mis entre guillemets car lesdites transitions n'aboutissent pas toujours à la mise en place de régimes démocratiques ; elles peuvent, au contraire, mener à l'instauration d'un régime encore plus autoritaire que celui qui a précédé, comme c'est le cas de l'Egypte d'après Mubarak, ou encore celui de l'Afghanistan des Talibans. Elles peuvent aboutir à des situations de chaos, comme en Libye ou au Yémen...

Toutes ces théories convergent vers une conclusion commune ; à savoir que la cause, et la cible finale, de la violence est bien le pouvoir d'Etat ; le point commun entre elles ,c'est d'affirmer qu'il y a probabilité de conflit violent lorsque la demande de changement, venant des groupes politiquement marginalisés, ne rencontre de la part des groupes au pouvoir qu'une tentative de réponse par la répression, ou bien des stratégies visant à redonner au régime de nouvelles assises, constitutionnelles ou légales, mais qui s'avèreront tout aussi illégitimes que les précédentes.



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

Les conflits qui se déclenchent n'ont pas pour seul enjeu la reconnaissance des droits civiques et politiques ; il s'agit bel et bien de conflits pour une accession au pouvoir d'Etat, en vue d'une redistribution des ressources auxquelles seul ce pouvoir permet d'accéder.

La plupart des travaux sur les transitions ne se sont pas concentrés explicitement sur le rôle de la violence et, en fait, traitent souvent ladite violence comme un fait exogène aux négociations des élites sur la transition.

Curieusement, ce sont les économistes qui, voire les économètres qui ont développé le plus d'études empiriques afin d'élaborer des modèles devant permettre de cerner les variables déterminant le processus de transition, ainsi que leurs éventuels aboutissements.

***Acemoglu and Robinson** (2000, 2001 et 2006)²⁰, Conley and Temimi (2001)²¹ and Bertocchi and Spagat (2001)²², entre autres, ont développé des études théoriques et empiriques sur le processus de démocratisation sous l'ombre du conflit. Ils se posent la question de savoir pourquoi la démocratie «de masse » a été durable dans les pays d'Europe du Nord et pourquoi elle a été et est si difficile à consolider dans les pays en développement²³, comme cela a été le cas pour les pays d'Amérique Latine. Mais, nous pouvons étendre la question aux pays africains²⁴ et arabes également. Ils

²⁰Acemoglu, D., and J. Robinson -(2000): «*Why Did the West Extend the Franchise? Democracy, Inequality and Growth in Historical Perspective* », Quarterly Journal of Economics, 115(4), 1167 ; -(2001): «*A Theory of Political Transition* », American Economic Review, 91(4), 938-63 ; -(2006): *Economic Origins of Dictatorship and Democracy*. Cambridge University Press,

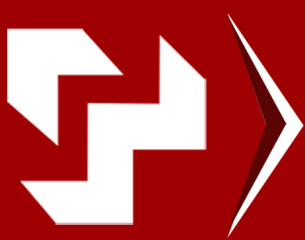
Cambridge. Ces études montrent que les économètres s'intéressent à leur manière aux phénomènes politiques et essaient de les modéliser ; d'où la nécessité, pour les politologues de s'ouvrir sur d'autres champs disciplinaires que la science politique américaine explore mais que les francophones négligent encore.

²¹ Conley, J. P., and A. Temimi (2001): « *Endogenous Enfranchisement when Groups Preferences Conflict* », *Journal of Political Economy*, 109(1), 79-102.

²²Bertocchi, G., and M. Spagat (2001): « *The Politics of Cooptation* », *Journal of Comparative Economics*, 29, 591- 607.

²³«*Why has mass democracy been durable in many Northern European countries, and why has it been so hard to consolidate this set of political institutions in less-developed countries such as those in Latin America* »?

²⁴Acemoglu et Robinson pensent que les sociétés sans Etats étaient plus violentes que celles qui en disposaient ; les Etats qui ont été greffés sur ces sociétés , comme en Somalie ou au Soudan, avec le Dinka et les Nuer, n'ont pas été



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

établissent une corrélation entre les périodes de crise économique et les révolutions et montrent que les pauvres qui, dans les régimes non démocratiques, supportent le poids des taxes peuvent, en contestant le régime, pousser les (l'élite) à s'engager pour une meilleure redistribution des revenus afin de parer à la révolution²⁵.

D'autres auteurs, comme Adam Przeworski²⁶ lient consolidation démocratique et stabilité économique²⁷ ; ils suggèrent que les démocraties sont vulnérables aux crises économiques. Nous pensons, de notre côté que cette fragilité est plus grande lorsque les valeurs démocratiques ne sont pas encore totalement et définitivement ancrées dans une société donnée. Encore que les démocraties qui ont basculé vers les totalitarismes doivent inciter à ne jamais considérer qu'une démocratie, aussi ancienne ou consolidée soit-elle, est définitivement à l'abri des tels totalitarismes qui se développent justement à l'ombre des crises économiques. Et il n'y a qu'à observer le développement des extrêmes droites en Europe actuellement pour s'en convaincre.

Adam Przeworski et ses co-auteurs démontrent la fausseté des propositions qui tendaient à dire que les régimes dictatoriaux sont plus propices à générer le développement économique²⁸ ou que tels régimes sont de nature à donner lieu à des démocraties.

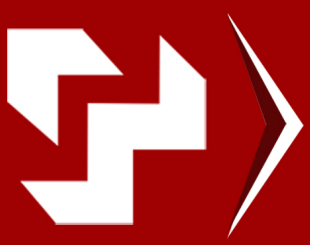
capables de se consolider, voire même de se reconstruire, après s'être effondrés ; c'est le cas de la Somalie ; in *Why Nations Fail ? The Origins of Power, Prosperity and Poverty* ; <http://whynationsfail.com/>

²⁵«*The rich (elite) will try to prevent revolution by making concessions to the poor, for example, in the form of income redistribution* », idem. P.939 Mais ils montrent également que, dans un régime démocratique – non consolidé- l'élite qui porte alors le poids des taxations, peut être, de son côté, tentée de faire un coup d'Etat (a Coup) afin de s'accaparer du pouvoir. Ce genre de propositions, quoique à valeur historiques pour l'Amérique Latine, demeurent intéressantes pour les pays africains ou arabes où la démocratisation est toujours un vœu pieux, voire une chimère.

²⁶Przeworski, Adam; Alvarez, Michael; Cheibub Jose A. and Limongi, Fernando."What Makes Democracy Endure?" *Journal of Democracy*, January 1996, 7(1), pp. 39-55. Consulter la page web: <http://polisci2.ucsd.edu/democracy/documents/Przeworskietal-WhatMakesDemocraciesEndure.pdf>

²⁷«*the fragility of democracy ... flows largely from its vulnerability in the face of economic crises.*" *The relationship between volatility and coups also suggests that a possible reason for the greater success of richer societies in consolidating democracy is their economic stability* », idem, p.42

²⁸ Une telle idée avait été défendue par Samuel Huntington à propos du Brésil et de la Corée du Sud dans les années soixante dix.



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

Ils soutiennent, modèles économétriques à la base, que l'impact de la nature des régimes politiques sur la croissance économique a engendré des résultats différents mais que, par exemple, le taux d'investissements est plus élevé dans des démocraties pauvres que dans des dictatures riches.

Ils montrent en fait que la transition vers un régime démocratique ne peut être le fait du seul développement économique, non plus. Ils critiquent l'idée, absurde à notre avis, selon laquelle la démocratie est déstabilisée lorsque la croissance économique est trop rapide, idée soutenue par Seymour Lipset, Mancur Olson, ou encore Samuel Huntington²⁹. Ils montrent que la fragilité d'une démocratie tient plus à sa vulnérabilité face aux crises économiques.

*D'autres auteurs comme Bourguignon and Verdier (2000)³⁰, Lizzeri and Persico (2004)³¹, Llavador et Oxoby (2005)³², Jack et Laguno (2006a, 2006b)³³, Cervellati, Fortunato and Sunde (2008)³⁴ ont développé des études sur le processus de démocratisation dans un contexte de paix sociale, de consensus. Ces études ont

²⁹ « While Lipset, economist Mancur Olson, and Huntington all thought that democracy becomes destabilized when a country grows rapidly, they could not have been more wrong », idem. ; references citées à propos de cette idée : Lipset, *Political Man: The Social Bases of Politics* (Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1981 [orig. publ. 1960]), esp. 27-63, 459-76, and 488-503; Mancur Olson, "Rapid Growth as a Destabilizing Force," *Journal of Economic History* 23 (1963): 453-72; and Huntington, *Political Order in Changing Societies*.

³⁰ Bourguignon, F., and T. Verdier (2000): « *Oligarchy, Democracy, Inequality and Growth* », *Journal of Development Economics*, 62(2), 285-313.

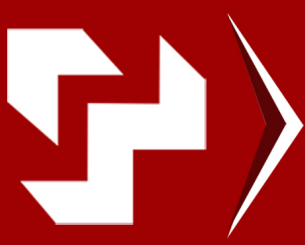
³¹ Lizzeri, A., and N. Persico (2004): « *Why did the Elites Extend the Suffrage? Democracy and the Scope of Government, with an Application to Britain's Age of Reform* », *Quarterly Journal of Economics*, 119(2), 707-765.

³² Llavador, H., and R. Oxoby (2005): « *Partisan Competition, Growth and the Franchise* », *Quarterly Journal of Economics*, 120(3), 1155-1189.

³³ Jack, W., and R. Lagunoff (2006b): « *Social Conflict and Gradual Political Succession: An Illustrative Model* », *Scandinavian Journal of Economics*, 108(4), 703-725.

³⁴ Cervellati, M., P. Fortunato, and U. Sunde (2007): « *Consensual and Conflictual Democratization, Rule of Law, and Development* », CEPR DP 6328.

<https://ideas.repec.org/e/pce51.htm>



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

prouvé que les démocratisations pacifiques ont des incidences positives sur la croissance économique, et que les transitions violentes ont un effet contraire³⁵.

On peut également citer l'étude comparée des processus de démocratisation menée sous la direction de **Larry Diamond, Juan Linz et Seymour Lipset**, « Les pays en développement et l'expérience de la démocratie »³⁶.

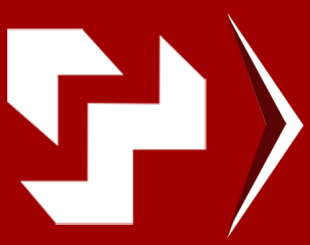
Bien que cet ouvrage présente le cas de certains pays ayant connu de véritables crises politiques, de graves conflits emprunts de grandes violences, tels que le Nigéria, il ne semble pas avoir concentré sa problématique sur le lien entre transition et violence. Il se contente, en effet de définir un concept minimaliste de la démocratie, qui se réfère à la polyarchie de Robert Dahl³⁷, et laisse aux auteurs le soin de relater les développements historiques et institutionnels, chacun du pays dont il s'occupe, ainsi que les problèmes vécus par lesdits pays, et aboutit à un large « bilan » comparatif

³⁵ «The results show in turn that permanent democratic transitions significantly reduce the incidence and onset of conflict, which suggests that part of the positive growth effect of democratization arises because democratization reduces conflict incidence. When accounting for the role of violence during democratization, we find evidence that peaceful transitions to democracy have a significant positive effect on growth that is even larger than reported in the previous literature, while violent transitions to democracy have no, or even negative, effects on economic growth" in Cervellati, Democratization, Violent Social Conflicts, and Growth. Working Paper, même site web

³⁶ (1990) Diamond, Linz, and Lipset, eds., *Democracy in Developing Countries*, (Boulder, Colo.: Lynne Rienner, 1989) ; traduit en Français sous le titre « Les pays en développement et l'expérience de la démocratie », Colorado, Lynne Rienner, Editions Nouveaux Horizons, 1990...

³⁷ Un régime va être considéré comme démocratique lorsqu'il organise des élections dans lesquelles l'opposition a des chances de gagner des sièges et que, par ce biais, elle a des chances d'accéder à des postes de pouvoir, d'autorité dans l'Etat. On peut notamment se référer à l'ouvrage de Robert. A. Dahl, *A Preface to Democratic Theory*, (Expanded Edition), The University of Chicago Press, Chicago and London, 2006. Dans cet ouvrage, Dahl reprend ses définitions des modèles de démocratie « madisonian », « Populistic » et « Polyarchal », pp.4-90 « Polyarchy is defined loosely as a political system in which the following conditions exist to a relatively high degree:

During the voting period: 1. Every member of the organization performs the acts we assume to constitute an expression of preference among the scheduled alternatives, e.g., voting. 2. In tabulating these expressions (votes), the weight assigned to the choice of each individual is identical. 3. The alternative with the greatest number of votes is declared the winning choice. During the pre-voting period: 4. Any member who perceives a set of alternatives, at least one of which he regards as preferable to any of the alternatives presently scheduled, can insert his preferred alternative(s) among those scheduled for voting. 5. All individuals possess identical information about the alternatives. 6. Alternatives (leaders or policies) with the greatest number of votes displace any alternatives (leaders or policies) with fewer votes. 7. The orders elected officials are executed. During the inter-election stage: 8.1. Either all inter-election decisions are subordinate or executory to those arrived at during the election stage, i.e., elections are in a sense controlling. 8.2. Or new decisions during the *inter-election* period are governed by the preceding seven conditions, operating, however, under rather different institutional circumstances. 8.3. Or both. », p.84 Le rappel d'une telle définition nous semble important, vu que les nombreux articles et ouvrages qui en parlent ne se donnent pas la peine de l'évoquer avec ses conditions.



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

qui permet, tout au plus, de dire que tel pays se rapproche de l'idéaltype de la polyarchie posé au départ, ou, au contraire, s'en éloigne. Cette démarche est tout à fait compréhensible dans l'optique empirique de la science politique américaine qui aime classer et modéliser.

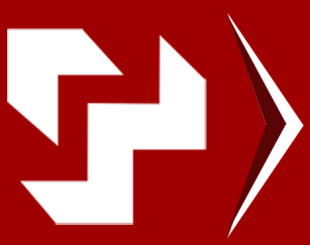
Toutefois, ce qu'on peut tirer de l'exemple nigérien, par exemple, c'est que la démocratie dans une société plurielle, sans tradition démocratique, aboutit ou peut aboutir au démantèlement de l'Etat, lorsque des solutions intermédiaires ne sont pas trouvées. Le pays est en effet passé d'un Etat unitaire, à l'indépendance, à un Etat fédéral composé d'Etats fédérés. Constitué de plusieurs composantes ethniques et régionales, doublées de nombreuses composantes religieuses, le pays est passé par de nombreux coups d'Etat qui portent la marque, au sein même de l'armée des dites appartenances régionales et confessionnelles, et n'arrive à maintenir sa fragile démocratie qu'en composant avec des violences qui s'en réclament et les expriment.

Le fait même qu'un mouvement comme Boko Haram devienne persistant dans les provinces du Nord n'est pas étranger au fait que les dites provinces sont musulmanes et que parmi leurs élites, il y en eut qui demandaient, de nombreuses années avant l'apparition du mouvement, l'application de la shari'a au lieu du droit positif de l'Etat.

Concernant l'Afrique, on peut encore citer l'étude comparée des processus de transitions africaines menée sous la direction de **Michael Bratton et Goran Hyden**, « Gouverner l'Afrique »³⁸.

Ce dernier ouvrage présente et analyse les transitions « démocratiques » amorcées en Afrique à la fin des années 1980 et les débuts des années 1990, en montrant les différents types de changements politiques et constitutionnels que différents pays

³⁸ G. Hyden et M. Bratton (textes réunis par) (1992), *Gouverner l'Afrique, vers un partage des rôles*, Traduit de l'américain par B. Delorme, Editions Nouveaux Horizons



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

africains ont connus, de la simple reconnaissance ou tolérance du multipartisme, sans changement préalable des constitutions, aux réformes constitutionnelles proprement dites, en passant par divers réaménagements institutionnels du champ politique, souvent accompagnés par des mouvements de violence.

L'Afrique se distingue par deux phénomènes :

-l'aspect extrême de la violence, et les génocides rwandais ou libérien, entre autres, l'attestent.

-La recherche de solutions spécifiques dans la recherche de consensus : ainsi, l'exemple des «*Conférences Nationales*» demeure unique dans sa nature, en même temps que l'application de la « démocratie consensuelle », selon le modèle de Lijphardt³⁹ dans le Rwanda d'après-génocide.

Mais on peut encore citer le travail comparatif dirigé par William Zartman sur l'effondrement de l'Etat⁴⁰ qui analyse la majorité des cas où l'Etat s'est effondré suite à des guerres civiles, où à des situations dans lesquelles l'autorité publique s'est complètement étiolée, faisant que ledit Etat ne pouvait même plus accomplir le minimum des fonctions régaliennes attendues de lui.

Toutes les transitions violentes que le monde a connues ces dernières années attestent ce fait ; c'est le cas de l'Egypte, de la Libye, du Yémen, de la Tunisie, de la Syrie, du Bahrein, etc...

³⁹Conf. infra, pp. 12 et 13

- "Théorie et pratique de la loi de la majorité: la ténacité d'un paradigme imparfait", Revue internationale des sciences sociales, 129, 1991b (Aout): pp.515-526

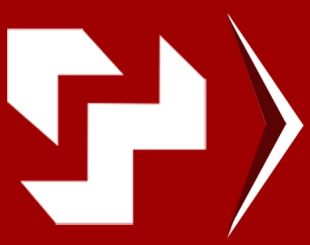
LIJPHART Arend (ed.) (1992), Parliamentary versus Presidential Government, Oxford, Oxford University Press,

-« *Democratization and Constitutional Choices in Czecho-Slovakia, Hungary and Poland, 1989-1991* », Journal of Theoretical Politics 4 (2), 1992: pp.207-223

-« *Democracies: Forms, performance, and constitutional engineering* », Journal of Political Research, 25 (1), 1994a: pp.1-17

-« *On S.E.Finer's Electoral Theory* », Government and Opposition, 29 (5), 1994, pp.623-636

⁴⁰William Zartman, I.W., 1997, *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, Boulder: Lynne Rynner.



4- Absence de tradition démocratique et violence des processus de négociation

Il semble que l'absence de tradition démocratique, et donc le déficit dans l'enracinement des valeurs démocratiques dans une culture politique donnée ne permettent guère les négociations pacifiques lorsque ceux qui contrôlent le pouvoir refusent de le lâcher ou même de le partager.

Dans des sociétés où les ressources publiques sont rares et où le pouvoir est la clé de l'accès à ces richesses, la tentation est grande de se l'approprier par la force. Ceci est d'autant plus probable lorsque la légitimité du pouvoir, voire de l'Etat s'affaiblit ou même disparaît.

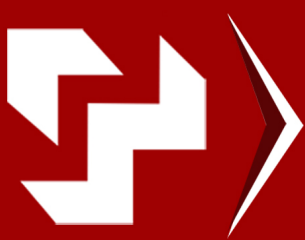
Les cas d'effondrement de l'Etat que nous avons évoqués avec William Zartman le montrent assez ostensiblement.

5- Cas des sociétés plures.

Il est tout à fait curieux que des recherches sur la problématique de la démocratie dans les sociétés dites plures n'aient pris de l'importance qu'à partir de conflits comme celui du Rwanda ou d'autres pays africains qui ont été le terrain de conflits armés dont l'objet essentiel était la prise du pouvoir d'Etat.

Pourtant, dès les années 1960 et 1970, des chercheurs, dont Arent Lijphart reste le plus influent en la matière, se sont posés la question de savoir quel type de démocratie fallait-il dans chaque type de société : les sociétés considérées comme homogènes ou relativement homogènes, et les sociétés dites plures, le pluralisme ici peut être culturel, ethnique, linguistique, religieux, ou autre.

En 1968, déjà, Arent Lijphart ayant eu l'intuition que la typologie des démocraties avancée par Gabriel Almond devait être affinée pour prendre en compte le cas des



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

démocraties dans des sociétés plurales, et d'établir un lien entre cet état social et l'instabilité politique.

Dans un livre intitulé *Politics of Accommodation*⁴¹, et bien qu'il ne se soit pas intéressé à des cas plus expressifs du pluralisme social, Lijphart émettait des propositions qui allaient être affinées et approfondies tout au long de la quarantaine d'années suivante.

Il soutenait déjà que tout gouvernement démocratique « viable » faisait face à de graves obstacles dans des sociétés où s'expriment clairement des différences (discernables) raciales, linguistiques, religieuses, etc..⁴²

Mais il n'avait parlé que d'accommodation, et pas encore de démocratie consensuelle « consociational democracy ». C'est en 1969 qu'il va le faire dans un article dans *World Politics*⁴³.

Les propositions de Lijphart sont devenues à la mode à la lumière de conflits tels que celui du Rwanda ou encore du Liban, bien que ce dernier pays ait connu une première guerre civile dès 1958

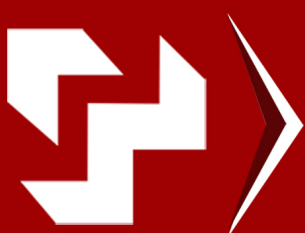
Lijphart éclaircit sa problématique dans son ouvrage publié en 1977, *Democracy in Plural Societies*⁴⁴, où il propose un certain nombre de conditions qui pourraient soutenir l'établissement d'un système politique stable dans des sociétés trop marquées par les clivages dont nous avons parlé plus haut.

⁴¹ Arend Lijphart, *The Politics of Accommodation: Pluralism and Democracy in the Netherlands* (Berkeley: University of California Press, 1968), p. 2.

⁴² "that viable democratic government faces grave obstacles in Societies with clearly discernible racial, linguistic, and religious differences", p.3

⁴³ Arend Lijphart, "Consociational Democracy," *World Politics* 21, janvier 1969

⁴⁴ Lijphart. Arend, *Democracy in Plural Societies: A Comparative Exploration*. New Haven, 1977, Yale University Press. Ont suivi d'autres travaux à dimension comparative, et sur la même thématique ; voir Arend Lijphart, *Democracy in Plural Societies: A Comparative Exploration*. New Haven, 1977, Yale University Press. Ont suivi d'autres travaux à dimension comparative, et sur la même thématique ; voir Lijphart, *Patterns of Democracy*, Yale University Press, 1999; *Thinking about Democracy: power sharing and majority rule in theory and practice*, Ed. Routledge, New York, 2008



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

Il est clair, depuis le cas de l'ex-Yougoslavie, que la transition dans des sociétés gravement marquées par des différences ethniques, religieuses ou linguistiques- bien que ces dernières soient à mon avis non moins pathogènes – peuvent non seulement aboutir à un réarrangement suite à une guerre civile, mais bien plus à un démembrement de l'Etat.

Et, à mon avis, les sociétés où l'Etat s'est effondré, telles que le Centre Afrique, le Yémen, l'Irak, la Libye, l'Afghanistan, et d'autres sont plus concernées par les propositions de Lijphart que par les études comparatives faites par Almond, qui fut un précurseur, ou bienencore.

6- Stratégies de violence⁴⁵

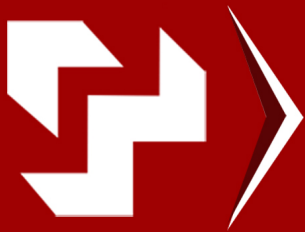
Deux stratégies importantes de violence ont tendance à se produire au sein d'un processus plus large de la négociation, selon Perry Mars:

Tout d'abord, la violence politique est définie généralement comme un moyen de tester la légitimité du pouvoir politique. La violence politique, à la différence des violences « privées », tend à accroître le risque et les coûts pour la société, au-delà des limites acceptables puisque, quelque part, elle tend à changer les systèmes des normes sociales elles-mêmes, et que le système entend, au contraire protéger⁴⁶.

On suppose que, d'une manière générale, avant que la violence proprement dite soit le seul outil de « négociation », des négociations autrement plus apaisées s'engagent. En fait, on distingue plusieurs formes de violences, avec divers objectifs.

⁴⁵Nous aurions pu utiliser ouvrage collectif dirigé par Baudouin Dupret, *Dimensions sociales de la violence politique; perspectives comparatistes et paradigme égyptien*, Le Caire, Ed du CEDEJ, 1994. Dans cet ouvrage, il y a des contributions qui tentent de définir la violence politique dans toutes ses acceptions, notamment celles de Jean Leca, Ali Leila, B. Dupret, Qadri Hifni,... Cependant, notre propos n'était pas la définition de la violence mais son lien avec la transition politique

⁴⁶ Cf. Nieberg, H.L., "Violence Law and Informal Polity", *Journal of Conflict Resolution*, Vol. XII, No. 2, June 1969, in Perry Mars, « The Nature of political Violence », in *Social and Economic Studies*, Vol. 24, No. 2, jun 1975, p.227



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

Il existe aussi divers degrés dans l'expression de la désapprobation du système : ces degrés peuvent aller de la simple grève, à la guerre civile, en passant par les marches, les sit-in, les guérillas, etc.. ; le haut de l'échelle étant celui de la guerre civile⁴⁷.

La première vise à renforcer la position des acteurs clés dans les négociations sur la transformation de l'État,

La seconde tend complètement à la rupture et à la destruction des tentatives de négociation, soit pour retourner dans le passé autoritaire ou de créer un nouvel état par une révolution violente.

Dans un Etat autoritaire, la possibilité d'une action politique collective et ses chances de succès sont faibles, et les coûts élevés.

Dans un Etat démocratique, la possibilité d'une action collective pacifique et ses probabilités de réussites sont plus élevées que pour l'action violente.

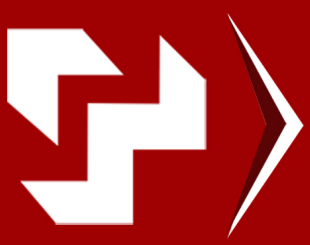
Dans l'état intermédiaire de transition, où il existe de plus forts enjeux pour les acteurs politiques, la probabilité de succès de l'action par des moyens pacifiques est faible.

Quatre propositions centrales sur la façon dont les différents acteurs peuvent employer et/ ou être affectés par la violence dans le cadre du processus de négociation peuvent être émises, cette fois-ci, selon une étude aussi sérieuse, faite par Jacqueline M. Klopp et Elke Zuern⁴⁸:

-Tout d'abord, les durs du régime en place peuvent employer la violence pour saper, voire écraser, les acteurs de l'opposition et tenter de faire dérailler toute réforme ou

⁴⁷ Cf. Perry Mars, op. cit., pp.229-231

⁴⁸ Jacqueline M. Klopp and ElkeZuern, «The Politics of Violence in Democratization: Lessons from Kenya and South Africa », in Comparative Politics, Vol. 39, No. 2 (Jan., 2007), pp. 127-146 ;voir pp.129-130



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

processus de libéralisation. Les plus tolérants dans le gouvernement peuvent ne pas approuver, mais peuvent encore bénéficier de cette violence dans les négociations.

-Deuxièmement, les acteurs de l'opposition modérée utilisent des manifestations pour tester les promesses de libéralisation du régime et pour mobiliser un soutien national et international pour la poursuite des réformes. Si les actions de l'oppositions ont pacifiques, mais se heurtent à la violence d'Etat, ceci peut renforcer cette opposition.

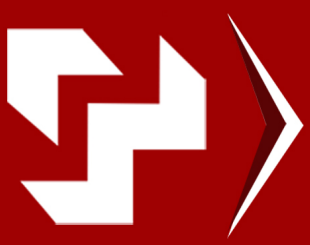
-Troisièmement, l'usage de la violence par les conservateurs contre les acteurs de l'opposition et les civils qui les supportent peut renforcer la position des plus tolérants, si les purs et durs n'ont pas éliminé leurs adversaires ; la menace d'une guerre civile à grande échelle peut soit mener davantage d'acteurs à appuyer les réformes des plus tolérants, soit donner carte blanche aux plus durs pour une répression plus systématique de l'opposition.

-Quatrièmement, les rivalités locales entre les acteurs appartenant à des oppositions concurrentes peuvent être utilisées pour alimenter les conflits et tenter d'affaiblir leurs concurrents respectifs.

7. Violence et qualité de la démocratie :

Les résultats suggèrent que des conflits violents, au cours d'une transition démocratique ont des effets négatifs persistants sur la qualité des démocraties émergentes. Les institutions démocratiques qui en sortent sont incomplètes, et la tentation de répression persiste.

Les institutions, elles-mêmes, sont un produit du processus de négociation ; elles ne peuvent pas expliquer le changement mais sont plutôt un indicateur de celui-ci. Une fois en place, ces institutions peuvent, si elles sont efficaces, aider à structurer l'environnement de négociation, de renforcer un climat de confiance dans l'Etat et



« Transitions démocratiques » et violence : une revue de la littérature

réduire le risque d'une escalade de nouvelles violences. Ce sont autant de questions auxquelles nous invitent les chercheurs ci-dessus cités.

En guise de conclusion, certaines questions nous semblent intéressantes à repenser, du fait qu'elles l'ont été dès les premières réflexions sur la démocratie dans les pays en développement.

Y a-t-il des déterminants de la démocratie ? La question est posée malgré son ancienneté. Ni les études développementalistes (dans toutes leurs variantes), ni les études culturalistes, ni celles qui les ont contestées n'ont apporté de réponse à l'échec de la démocratisation dans de nombreuses régions du monde (principalement l'Afrique et le monde arabe).

La démocratie est-elle possible dans une société aux ressources rares et socialement déséquilibrée ?

Si la culture démocratique fait défaut dans l'histoire d'une nation, peut-elle se contenter d'un partage du pouvoir, sans accès égal auxdites ressources, et espérer faire perdurer la stabilité de son Etat ?

La violence est parait-il liée, aux yeux de certains chercheurs, aux transitions politiques de manière quasi ombilicale. Si cela est confirmé dans de très nombreux cas (Irak, Syrie, Yémen, Libye, ex-Yougoslavie, Roumanie, etc), comment expliquer alors qu'elle se soit passée de manière pacifique en Europe centrale (Hongrie, Tchécoslovaquie, pays baltes,...)?

Comment faire qu'un Etat perdure sans violence lorsque les clivages se font autour de la nature même de cet Etat (vision islamiste/ vision laïque)? Quel système politique serait le plus apte à faire la synthèse et à être regardé comme légitime par les deux ?